



Les contre pouvoirs, saison 2. Une affaire de méthode

Voilà quelque temps nous avons publié un texte : « Pouvoir/contre-pouvoirs – Un face à face nécessaire » (<http://universitepopulairेतoulouse.fr/spip.php?article1738>).

Celui-ci nous semble toujours être d'une actualité brûlante.

Non pas parce que les différents contre-pouvoirs, incarnés par des collectifs de lutte ou des comités, auraient rejoint la démarche d'Archipel, ou même une autre liste, mais parce que les militant·e·s de ces comités et collectifs ne sont pas sûr de trouver, dans la bataille électorale et son résultat, un débouché assuré à leur combat.

Il est très rare, par ailleurs, qu'un programme électoral parvienne à brasser l'essentiel des préoccupations qui se sont fait jour dans les luttes et la vie quotidiennes. Sans être un catalogue, un programme devrait être la formulation politique des principales revendications qui ont vu le jour entre deux mandats. La plupart du temps, un programme électoral obéit aux préoccupations de couches sociales particulières, souvent aisées, avec des moyens de pression considérables ; et ceci au détriment de populations plus nombreuses mais dépourvues, elles, de moyens de pression similaires.

Toute forme peut avoir un aspect gracieux ou inquiétant. Une forme, c'est aussi un outil de cordonnier pour modeler une chaussure. La question qui se pose est de savoir si la forme utilisée par Archipel a servi uniquement pour fabriquer les souliers d'Antoine Maurice.

L'expérience d'Archipel est en cours et nous serons donc prudents en terme de critiques avant son aboutissement. Mais nous resterons aussi « mesurés » parce que, in fine, nous n'attachons pas une importance décisive à la forme, en particulier à celle qui a prévalu pour le choix des candidat·e·s, leur ordonnancement (en cours) et celui des portes paroles*. Cela nous amène à penser que le choix des hommes et des femmes qui vont porter le projet, et que nous ne connaissons pas pour la plupart, est plus important que ce qu'on va proposer aux toulousain·e·s.

Cela se discute.

Il aurait mieux valu combiner le choix des candidat·e·s avec des grands axes du programme plutôt que de maintenir une séparation entre le processus de désignation des candidat·e·s et celui d'élaboration du programme.

Mais ce que montre la liste des 10 premier·e·s est que le « vieux monde » s'est bel et bien immiscé dans la démarche de l'Archipel. Nous sommes devant un savant dosage d'équilibre entre EELV, la FI, le mouvement social et les ex PS qui semblent d'ailleurs être les perdants de cette recherche du point E (comme Equilibre). Cette issue était inévitable dès le moment

où Archipel a accueilli les forces politiques en son sein en tant que telles ; EELV d'abord la FI ensuite. Probablement que ceux et celles qui croyaient qu'il existait « une démarche citoyenne » totalement débarrassée de l'influence de la vie politique, et quoi que l'on pense par ailleurs de celle-ci, en seront pour leur frais. La politique autrement n'existe que si on la fait réellement et cela doit se voir ; le fait de le répéter comme un mantra montre qu'en fait, c'est un concept plutôt creux...

Les expertises des citoyens organisés en collectifs et associations laissées de côté ?

Les citoyen·e·s, à Toulouse comme ailleurs, ont pris l'habitude de mettre le nez dans les affaires de la cité. En particulier par le biais de comités de quartiers ou de collectifs créés pour lutter contre un projet. Souvent, on s'aperçoit que ces comités et collectifs ont une véritable expertise, produit de leurs recherches pour contrer les projets et souvent, mais pas toujours, bâtir des alternatives. Celles-ci mettent en lumière des faits, révèlent des informations cachées par les porteurs de projet. Ces expertises citoyennes, bien plus importantes qu'il n'y paraît, sont probablement un outil indispensable pour le développement de contre-pouvoirs.

Les partis politiques ont une vision utilitaire de ce travail et le considèrent comme étant l'accès à un réservoir potentiel de voix. Archipel, à travers ses ateliers, a reproduit, sous couvert d'expertise, un rapport classique entre ceux qui postulent au pouvoir et ceux qui combattent quotidiennement le pouvoir en place, ici le maire et président de la Métropole. Ce qu'il faut faire devant cette multiplication d'expertises issues des luttes (transports, déchets, pollutions de toute nature, contre les « Grands projets », ...), ce sont des auditions, publiques, par la liste. Archipel auditionne, sur le thème des transports par exemple, l'Autate, Rallumons l'étoile, deux pieds deux roues, le collectif pour la gratuité des transports, les syndicats des traminots, les collectifs de quartier... puis formule ensuite des propositions politiques.

La logique de l'atelier est elle, par contre, empreinte d'une sorte de clientélisme « sournois » qui consiste à mettre bout à bout, en vase clos, des idées piochées dans le travail des collectifs.

L'audition des collectifs et la mise en avant de l'apport des expertises citoyennes par la liste Archipel aurait une double vertu, celle de mettre son programme sous le regard permanent des collectifs citoyens et celle d'éviter tout de suite ce que font des listes « de gauche » qui autolimitent leur programme quand la victoire semble possible.

Cette méthode fait progresser aussi la question du nombre, de la multitude dirait-on ailleurs, car nous en aurions besoin si Archipel gagnait les élections. C'est la façon la plus sûre de construire des rapports indépendants avec les collectifs citoyens et de ne pas provoquer encore une nouvelle déception. Il faut s'enlever de la tête, c'est antinomique, que le nouveau pouvoir pourrait organiser, dans des instances plus ou moins officielles, les contre-pouvoirs.

La vraie bataille est là, pas dans les colères médiatiques, pas dans la construction de listes de rupture. Car au fond, et c'est paradoxal quand la radicalité est censée faire la différence, de croire qu'une élection se joue sur la nature de la liste, adossée à un programme plus à

gauche ; alors que c'est la capacité à activer le plus grand nombre pour, d'abord, gagner puis, ensuite, imposer, sur la base de mobilisations, à ceux et à celles qu'on a fait gagner de garder le cap qui permet de faire aboutir concrètement les luttes . Sinon...

Le local et le global

La conquête de la mairie de Toulouse est, à la lumière des enseignements du mouvement des gilets jaunes mais aussi de ceux issus des mouvements autour du réchauffement et du dérèglement climatiques, l'étape qui peut être le début de changements politiques profonds. Les slogans, largement partagés par tous, comme « Changer le système, pas le climat », « Fin du mois, fin du Monde, même combat » sont la traduction de la jonction largement amorcée entre les gilets jaunes et ceux et celles qui luttent dans le cadre de l'urgence climatique. Cela doit se traduire par la conquête de mairies. C'est cela aussi l'enjeu des prochaines municipales. La bataille est là. Elle n'est pas nous le répétons, dans la construction de nouvelles listes avec de nouveaux personnages avec pour explication la nature ou le profil des acteurs de l'autre liste. La liste d'Archipel, et son ordonnancement que l'on ne que connaît que partiellement, ainsi que le profil de sa tête de liste, active en fait l'urgence de travailler sur les contre-pouvoirs existants et sur ceux à initier. Surtout que ceux-ci sont nécessaires et utiles quelque soit le profil politique des élus.

Si désormais il doit y avoir une bataille politique « centrale », elle doit se situer sur la question du programme ; et sans aucun doute le fil à plomb de cette bataille sera le devenir de la planète. Que ferions-nous à Toulouse sur les transports, les nuisances de tous ordres, la gestion de l'eau et des déchets, l'alimentation... Ces débats auraient l'avantage d'y associer le plus grand nombre, de libérer l'intelligence des citoyens. Cela pourrait conduire à des changements dans la construction de la liste, mais seulement cela. Une bataille sur les noms dépolitise car elle est perçue, à une échelle de masse, comme une bataille de places qui renvoie une image détestable des militant·e·s politiques et empreinte de lassitude. La situation est tellement grave que nous n'avons pas le temps de nous amuser à « se compter ».

* Dans une interview d'une animatrice de L'Archipel publiée récemment sur le site Pressenza (voir plus bas), la démarche d'Archipel est assimilée à une démarche qui serait ancrée dans les gènes toulousains. Les précurseurs ayant été Motivé·e·s. L'enquête du journaliste du Nouvel Observateur, reproduit ci-dessous, montre que la démarche des Motivé·e·s avait aussi croisé le vieux monde et le parti socialiste en particulier.

Toulouse, le 4 décembre 2019